

Questions orales

L'aide financière que le Canada accorde aux pays africains a déjà permis de créer des emplois au pays et génère des revenus pour les Canadiens. Le gouvernement a aussi tiré des recettes fiscales de l'activité économique découlant de cette forme d'aide.

J'appuie la proposition gouvernementale de moratoire. J'encourage également le gouvernement à redoubler d'efforts pour que cette aide atteigne l'objectif de 1 p. 100 du PNB.

• (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LES DROITS DE DOUANE IMPOSÉS PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LES BARDEAUX DE CÈDRE CANADIENS**

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Vendredi dernier, il a protesté contre la décision des États-Unis d'imposer des droits de douane sur les bardeaux en disant que son gouvernement chercherait à convaincre les Américains de renoncer à leur projet. Pourquoi le gouvernement a-t-il changé d'avis entre-temps? Pourquoi cherche-t-il uniquement à obtenir une compensation qui permettrait seulement de réduire les barrières douanières dans une autre industrie? Pourquoi acceptons-nous la perte de ces 4,000 emplois au lieu de poursuivre nos efforts pour amener les Américains à revenir sur leur décision?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous ne faisons rien de tel. Le député sait parfaitement que la déclaration qu'il vient de faire n'a rien à voir avec la réalité ni les questions soulevées à la Chambre. Nous prenons des mesures visant à aider l'industrie et à conserver ces emplois. Nous venons d'avoir une réunion fructueuse avec les syndicats et les représentants de l'industrie de Colombie-Britannique et je pense qu'ils sont d'accord avec la politique du gouvernement du Canada.

LA COMPENSATION DEMANDÉE PAR LE CANADA

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, le gouvernement a de nouveau changé de position et il est important . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Il est important de tirer les choses au clair. N'est-il pas vrai qu'hier l'ambassadeur Gotlieb a demandé officiellement au gouvernement des États-Unis une compensation qui aurait seulement pour effet de modifier ou de réduire les droits de douane sur d'autres produits et qui ne ferait rien

pour protéger les emplois dans l'industrie du bardeau? Le premier ministre peut-il nous dire ce qui se passe?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme chacun sait, les seuls à n'avoir aucune position ou deux positions sur la même question sont les libéraux.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Vendredi, le député de Saint-Henri—Westmount avait énoncé la position du parti libéral, mais le chef du parti libéral en a énoncée une nouvelle lundi et le député de Winnipeg—Fort Garry vient, à son tour, d'en énoncer une autre.

Nous suivons une voie qu'approuvent toutes les personnes visées par cette décision et qui vise à protéger ces emplois et à consolider cette industrie de Colombie-Britannique. Nous agissons sur différents fronts et nous prendrons toutes les mesures que nous jugerons nécessaire de prendre pour nous acquitter de nos responsabilités envers les citoyens de Colombie-Britannique qui travaillent dans ces industries.

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ce n'est pas cette compensation qui viendra en aide aux travailleurs de cette industrie. Si le gouvernement a pris d'autres mesures, le premier ministre pourrait-il nous dire en quoi elles consistent? Plus précisément, peut-il nous dire quelle sera la teneur des négociations que les autorités canadiennes tiendront, cette semaine, avec l'ambassadeur Murphy, au sujet de l'industrie du bardeau? Allons-nous réclamer une simple compensation ou allons-nous demander à l'ambassadeur Murphy que son gouvernement revienne sur sa décision d'imposer des droits de douane?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, pour ce qui est de revenir sur sa position, les propos du député témoignent d'un important revirement. Vendredi, le représentant officiel du parti libéral a demandé l'abandon des pourparlers bilatéraux et voilà que le député de Winnipeg—Fort Garry se demande sur quoi porteront les négociations.

Ces négociations doivent permettre à nos deux pays de se débarrasser de ces sources de problèmes. C'est pourquoi nous avons jugé que la recommandation que les libéraux nous ont faite vendredi dernier n'était pas du tout dans l'intérêt national et encore moins dans l'intérêt des citoyens de Colombie-Britannique. Le premier ministre de cette province a beaucoup insisté là-dessus. Nous prenons un certain nombre de mesures visant à aider l'industrie et des travailleurs et à conclure une entente commerciale globale qui devrait servir les intérêts des Canadiens en leur apportant des emplois et la prospérité.